

NON à la vidéosurveillance dans nos quartiers !

Un système dangereux pour les libertés, inefficace et coûteux !

La mairie d'Angers a décidé d'investir plus de 2 millions d'euros (1 million financé par la mairie, l'autre par la région) pour installer des caméras de vidéosurveillance un peu partout en ville. Et cela nous ne pouvons l'accepter et il est temps de faire entendre à Béchu et son équipe municipale que nous ne voulons pas être surveillé-e-s 24h/24h par ses caméras et ses policiers.

Revenons un peu en arrière. La vidéosurveillance s'est développée depuis quelques années en France à grands coups de déclarations sur l'augmentation de la délinquance, de la nécessité de mieux protéger les braves citoyennes et citoyens - à opposer bien entendu aux méchants et autres vilaines qui ne paient pas leurs impôts, ou pire, sont coupables de pauvreté.

En France, les premières caméras de vidéosurveillance ont été implantées dans la ville de Levallois-Perret, alors - et toujours - dirigée par Patrick Balkany. Un gage de probité ce bon Patrick.

En 1993, les premières caméras vont fleurir dans cette banlieue tranquille des Hauts-de-Seine dont le Conseil général était alors dirigé par Charles Pasqua, lui-même à l'époque ministre de l'Intérieur du gouvernement Balladur... juge et parti donc. Une place rêvée pour lancer un ballon-sonde dans un premier temps afin de faire passer une loi juste après. Ce qui va se passer avec la loi du 21 janvier 1995 puis le décret du 17 octobre 1996 censés réglementer - mais en réalité de manière très dilétante - l'installation des caméras ainsi que le droit d'accès aux images laissé aux particuliers. À cette époque, ce marché est inexistant et pèse donc zéro euro. Une quinzaine d'années plus tard, ce marché pèse plus d'un milliard.

Dans le même temps, la plupart des audits qui ont eu lieu ont conclu à l'inefficacité quasi-totale des caméras. Alors, qu'est-ce qu'un truc cher et qui ne marche pas ? Une vaste arnaque !

À Angers cette somme de 2 millions d'euros peut facilement être mis en parallèle avec des événements très récents. Le Conseil Général dirigé, rappelons le, par les ami-e-s de Christophe Béchu (qui était lui même président du CG49 jusqu'à son élection à la tête de la mairie d'Angers) a décidé de supprimer 1 million d'euros de budget à la Prévention Spécialisée. Comme le disent bien les salarié-e-s de ces structures : *« Il s'agit pour le Conseil Général d'une décision purement financière, sans vision à long terme en matière de protection de l'enfance. La disparition des équipes de Prévention Spécialisée augmentera, à court terme, les actes de délinquance sur les quartiers et le nombre de mesures de placement dont se plaint déjà le Conseil Général et, à moyen terme, le nombre de bénéficiaires du RSA. »*

Pour rappel également le CG49 finance à hauteur de 1,7 millions Terra Botanica parc « tout pourri » déficitaire depuis sa création, et ça ne va pas aller en s'améliorant...

En augmentant la présence de la police municipale dans les rues d'Angers la nuit, en voulant installer des caméras de vidéosurveillance dans notre ville, en supprimant la Prévention Spécialisée, Christophe Béchu,



ses ami-e-s du conseil municipal et ses ancien-ne-s collègues du Conseil général ont des buts communs :

- Nous faire peur en faisant croire que la délinquance est en constante augmentation dans notre ville. Tremblez braves gens...
- Et que la seule solution pour lutter contre cette soit disant « délinquance » c'est d'installer des caméras de vidéosurveillance partout dans la ville et d'augmenter les rondes des policiers municipaux (au passage en leur permettant de se balader armés de Tonfa et de gaz lacrymogènes). Braves gens n'ayez plus peur les yeux de Christophe veillent sur vous !

Cette politique, si l'on y réfléchit bien a extrêmement de sens. Pour Béchu, Gillet et leur bande, l'objectif est simple : faire la chasse aux pauvres. Ils et elles s'attaquent donc en premier lieu aux quartiers populaires en supprimant la prévention spécialisée et en remplaçant dans toute la ville des éducateurs et éducatrices par des flics et des caméras. Beau signal messieurs Béchu et Gillet. Et vous devrez être tenus pour seuls responsables si, dans un temps relativement proche, la situation vient à dégénérer dans ces quartiers dont vous avez méthodiquement organisé l'abandon.

Il est grand temps de réagir et signifier à Béchu et sa bande que nous ne voulons pas être filmé-e-s 24h/24h, par respect de notre vie privée et de nos droits les plus fondamentaux, de circuler librement dans notre ville sans être sous le regard incessant de «Big Béchu». Nous voulons une autre politique de la ville, au service de ses habitant-e-s et non au service des dominant-e-s.

Rassemblement sur le parvis de la mairie lors du Conseil Municipal qui devra discuter de l'installation des caméras de vidéosurveillance, à 17h30 le lundi 15 décembre.